

Conservateurs s'y opposent, car je me ferai un plaisir de leur remettre sur le nez.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE CE QUE LA DOMINION TEXTILE FERA DES 30 MILLIONS DE DOLLARS REÇUS DU GOUVERNEMENT

M. Dan Heap (Spadina): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre étant donné que le ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lumley) n'est pas ici.

Le gouvernement a récemment déclaré que l'Office canadien pour le renouveau industriel va accorder 30 millions de dollars à la Dominion Textile pour réaménager son organisation et consolider les effectifs de sa main-d'œuvre, de ses 9,000 employés.

Étant donné que cette société a déjà fermé les portes de l'usine de Saint-Hyacinthe et de celle située près de Brantford, et qu'elle projette de fermer l'usine de Sherbrooke, et qu'elle est aussi en train d'ouvrir de nouvelles usines aux États-Unis, je voudrais demander au premier ministre de dire à la Chambre des communes ce que la Dominion Textile fera des 30 millions de dollars que le gouvernement a perçus des ouvrières et des ouvriers du Canada.

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, effectivement la Dominion Textile est toujours en rapport avec le ministère de l'Industrie et du Commerce. De plus, au sujet des autres demandes concernant des industries qui seraient aussi en difficulté au niveau du textile, il n'y a aucun problème. Nous avons des spécialistes qui analysent le dossier au fur et à mesure que la situation évolue, et déjà actuellement, au niveau de l'OCRI, des mesures efficaces ont été prises et nous avons la satisfaction de voir que, dans cette entreprise-là, énormément de choses ont été faites, et l'Association canadienne du vêtement a félicité le gouvernement pour les mesures qui avaient été prises depuis déjà un an.

LES MISES À PIED DE LA DOMINION TEXTILE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Dan Heap (Spadina): Madame le Président, parce qu'on ne m'a rien dit, j'ai une question supplémentaire à lui poser.

Le gouvernement sait aussi que l'usine Galt de la Dominion Textile à Valleyfield va fermer ses portes le mois prochain. Au printemps de 1982, il y avait plus de 300 ouvrières et ouvriers à cette usine; maintenant il en reste peut-être 75 et après le 23 juin, il n'y en aura plus un seul.

Ma question est la suivante: Étant donné que le gouvernement a donné 30 millions de dollars à la Dominion Textile, qu'est-ce qu'il fera pour aider les employés qui y travaillent encore et pour ceux qui ont été mis à pied?

Questions orales

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le député aurait pu signaler aussi les autres millions de dollars qui ont été dépensés pour aider d'autres compagnies dans le domaine des textiles. Je voudrais lui dire simplement que je lui ferai un rapport complet par écrit concernant les autres mesures qui ont été prises relativement à la Dominion Textile, et déjà le ministère est en rapport avec la Dominion Textile pour examiner ce qui peut être fait non seulement au niveau de la compagnie, mais déjà, une série de programmes ont été mis de l'avant, lesquels ont permis à des centaines d'employés de continuer à travailler.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LA FLUCTUATION DES PRIX EN ONTARIO

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Quelques jours avant le dernier week-end, l'essence se vendait dans bien des stations-service de l'Ontario pour 24 ou 25 cents le litre. Juste avant le week-end, les prix ont grimpé à 45 à 49 cents le litre, selon la station et la compagnie. Quelle explication le ministre et son ministère peuvent-ils donner à cette augmentation de plus d'un dollar le gallon?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, nous n'avons aucun contrôle sur le prix de l'essence au détail. Le marché accuse à l'heure actuelle d'importantes fluctuations parce que les diverses compagnies pétrolières se livrent une guerre pour conserver leur part du marché. Si le député a des raisons de penser qu'il y avait collusion entre les compagnies pour augmenter les prix avant le long week-end, il pourrait adresser sa question au ministre de la Consommation et des Corporations qui est habilité à enquêter sur ces questions. Nous contrôlons non pas les prix de vente au détail, mais le prix à la tête du puits. Je suis satisfait de constater que le député ne veut pas laisser les forces du marché décider du prix de l'essence, et qu'il préfère que le gouvernement contrôle ce prix. Malheureusement, cependant, mon ministère ne peut intervenir quand il s'agit des prix de vente au détail.

LA RÉPERCUSSION DES TAXES SUR LES PRIX

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Madame le Président, je m'inquiète du fait que le gouvernement contrôle de trop près le prix de l'essence et intervient beaucoup trop sur le marché. Voilà pourquoi le prix de l'essence nous cause tant de difficulté. Comment les Américains, qui achètent notre essence, peuvent-ils la vendre tellement moins cher que les stations-service du Canada? Voilà le résultat de l'intervention du gouvernement, qui prélève quelque 60 cents d'impôt fédéral sur chaque gallon d'essence.